

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Chômage, emploi (France) > **Plus de 8 millions de personnes pauvres en France, vers un krach social et (...)**

Plus de 8 millions de personnes pauvres en France, vers un krach social et sanitaire ?

samedi 29 octobre 2011, par [ANGELINI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2011).

Selon un rapport de Médecins du monde, le pays vivrait un « krach sanitaire » dû à l'augmentation de la pauvreté et aggravé par les mesures du gouvernement. Mais il semble que le pire soit à venir.

La semaine dernière, une polémique éclatait concernant le nombre de personnes pauvres en France. Selon le gouvernement qui venait de publier un rapport, la pauvreté aurait reculé en 2009 ! Une fois encore, nos dirigeants essaient de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Déjà au cours des derniers mois, il a tenté de nous convaincre que le pouvoir d'achat s'élevait, alors que nous voyons tous au moment de passer à la caisse des supermarchés, de payer notre loyer, le gaz, l'électricité ou l'essence, que la seule chose qui n'augmente pas, ce sont nos salaires.

Mais l'objectif du gouvernement est assez clair. Lors de la mise en place du RSA, la loi prévoyait qu'un rapport sur l'évolution de la pauvreté serait rendu public chaque année. En outre, un objectif de réduire d'un tiers la pauvreté en cinq ans était fixé. À l'heure où tous les ministres ont en tête de prouver que Sarkozy a tenu ses promesses, il est important de faire croire que la pauvreté diminue. Et qu'importe si, pour cela, on tord les chiffres. Ainsi, ceux du ministère s'appuient sur le rapport entre le revenu de la population et le revenu médian de... 2006 ! Sûr que s'il prenait celui de 1960, il n'y aurait plus de pauvres en France. Évidemment les associations qui contestent ce rapport font valoir que le seuil de pauvreté se calcule sur le revenu médian de la même année. C'est même ce qui permet d'en voir l'évolution. Ainsi pour l'Insee, le taux de pauvreté en 2009 était de 13,5 % de la population soit 8 millions de personnes (contre 13 % en 2008), alors que pour le gouvernement, il serait de 11,8 %.

Quelques jours plus tôt, Médecins du monde (MdM) avait tiré la sonnette d'alarme, invoquant un « krach sanitaire » en France. Déjà l'an dernier, des associations caritatives comme celle de l'Abbé-Pierre ou le Secours catholique expliquaient que, de plus en plus souvent, les services sociaux de l'État ou des collectivités territoriales qui n'avaient aucune solution à proposer à ceux et celles qui s'adressaient à eux, les orientaient vers les associations. Dans son rapport Médecins du monde accuse : « *Une étape supplémentaire a été franchie en 2010/2011 dans le rejet des plus vulnérables hors du système solidaire d'accès aux soins. À la crise économique qui se traduit par une recrudescence de la pauvreté s'ajoute une réponse publique plus sécuritaire que sociale.* » Les consultations dans les antennes de MdM ne cessent d'augmenter (+10 % en deux ans) et l'état de santé de la population se dégrade. La majorité des enfants, qui représentent 12 % des consultations, ne sont pas à jour de leurs vaccins. De nouveau, la rougeole et la tuberculose tuent en France du fait de la dégradation du niveau de vie. La majorité des femmes enceintes qui ont recours à MdM présentent un retard de suivi de grossesse, seules 23 % d'entre elles ont un logement stable et 8 % vivent dans la rue ! Quant aux enfants, 9 % d'entre eux sont sans domicile fixe et 40 % vivent dans un endroit potentiellement insalubre.

Car c'est l'autre constat de MdM : « *l'année 2010 a aussi été marquée par la dégradation significative des conditions de vie des personnes rencontrées : le nombre de personnes avec un logement stable a baissé de 45 % en dix ans. La crise de l'hébergement d'urgence a été accentuée en 2011 par la baisse des subventions, et par voie de conséquence, la baisse du nombre de places disponibles* ».

La pauvreté s'étend

Bien sûr, les associations caritatives reçoivent les personnes les plus pauvres et ce n'est pas forcément représentatif des conditions du reste de la population. Mais il est clair qu'aujourd'hui, la crise bien sûr, mais aggravée par les dispositions du gouvernement, détériore les conditions de vie de tous (ou presque). Les conséquences de la réforme des retraites, dans un pays où la majorité des salariés sont éjectés après 55 ans, fait diminuer mécaniquement le niveau des pensions. Les diverses réformes de la Sécurité sociale, les forfaits à payer sur les soins et les médicaments, les déremboursements, les augmentations du forfait hospitalier, la hausse des mutuelles... tout cela pèse et sur le niveau de vie et sur la santé de la population.

Et que fait le gouvernement pour y remédier ? Rien. Les yeux rivés sur le triple A et affolé à l'idée de taxer davantage les riches, son électorat naturel, il cherche comment récupérer encore de l'argent en continuant d'accabler les moins bien nantis. De mesures d'austérité en mesure d'austérité, rien n'est suffisant. Mais la solution se profile, comme l'a déclaré anonymement un ministre au JDD : « **Si les choses tournent mal, nous devons baisser les retraites ainsi que les salaires des fonctionnaires** » ! Voilà tout est dit et il ne faudra pas compter sur le résultat des élections pour que cela change. Le système est malade et c'est incurable.

Dominique Angelini

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 121 (27/10/11).